

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly

République et démocratie

Depuis plus de dix ans nous avons accentué nos réflexions, positions et revendications sur le respect des valeurs républicaines que sont la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité.

Nous avons, dans nos congrès, considéré qu'elles étaient en effet profondément menacées par ce qu'on appelait il y a quelques années la pensée unique, celle qui, par exemple sur le plan économique, prônait et prône encore les théories dites libérales dans lesquelles la dépense publique est un frein, le marché le Graal.

Avec la Révision générale des politiques publiques, nous avons accentué nos revendications. Non seulement parce qu'elle détruisait des emplois, mais aussi parce qu'elle privatisait ou supprimait des missions de service public. Les exemples pullulent, nous les avons détaillés en 2011 dans notre livre noir de la RGPP.

Ainsi, pour n'en prendre qu'un, il est dangereux que le contrôle de la qualité sanitaire dans les abattoirs de volaille ne soit plus réalisé par l'Administration.

Ces dernières années, sous l'effet de la crise, l'endettement public a explosé, non pour améliorer le service public ou l'investissement public, mais pour pallier les effets de la crise en soutenant les banques, en tentant des relances modestes ou pour faire face aux besoins croissants des amortisseurs sociaux dus à la crise.

Comme nous l'écrivions dès 2007, le jour viendra où l'on nous dira, après avoir vanté les amortisseurs sociaux, qu'ils coûtent trop cher et qu'il faut donc réduire fortement les dépenses publiques et sociales.

Ce qui constitue un des éléments clés d'une politique d'austérité. Qu'on appelle celle-ci politique de redressement ne change rien à l'affaire. Ce n'est qu'une question de vocabulaire. Comme l'explique l'économiste Paul Krugman, le mot redressement est un vocabulaire plus hypocrite que celui d'austérité.

Aujourd'hui nous sommes inquiets car au nom de cette réduction des déficits publics (TSCG oblige!), on continue à restreindre le service public et certains envisagent, via la décentralisation, de mettre fin à l'égalité de droit.

C'est le cas quand le conseil général du Haut-Rhin réclame que la nouvelle collectivité alsacienne bénéficie, par exemple, de compétences normatives réglementaires en droit du travail pour adapter le Code du travail aux logiques locales de compétitivité!

Nous ne dirons jamais assez que la réduction arbitraire, comptable, quasi automatique des dépenses publiques menace l'égalité de droit des citoyens, égalité de droit qui constitue un des fondements de notre conception républicaine et qui est déjà mise à mal. De ce point de vue, le projet républicain demeure moderne et ambitieux.

Nous savons aussi que démocratie et république sont deux concepts différents. On peut être démocrate sans être fondamentalement attaché aux valeurs républicaines. D'autres pays sont de grandes démocraties sans être des républiques au sens de 1789, de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, de 1848.

La conception française de la république, celle qui a toujours eu vocation à être universelle, est toujours une référence dans le monde, notamment pour celles et ceux qui souffrent.

À Force Ouvrière nous entendons défendre l'une et l'autre, la démocratie et la république, et nous avons effectivement une conception exigeante de la république.

Si l'on peut parler de modèle français, c'est du modèle républicain avec tout ce qu'il implique, y compris au niveau social. C'est par exemple le cas pour la hiérarchie des normes.

De ce point de vue, les relations entre marché et démocratie sont plus simples qu'entre marché et république. Les deux derniers peuvent en effet devenir antagonistes quand, au nom d'une conception économique, les structures publiques –dont le service public–, celles à même de pouvoir assurer l'égalité de droit, sont remises en cause.

Osons même aller plus loin: lorsque les «experts» prennent le pas sur les politiques élus, alors c'est aussi la démocratie qui se trouve ébranlée. Et rappelons-nous la fameuse formule: un expert est quelqu'un qui vous expliquera demain pourquoi ce qu'il proposait hier ne fonctionne pas aujourd'hui!

Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, du mercredi 26 septembre 2012



<http://fovinatier.free.fr/>